

Roger Nordmann et Pierre-André Page débattent de la révision de la loi sur le CO₂, principal outil de la

FACE À FACE POUR



« PHILIPPE CASTELLA

Environnement » L'enjeu de la révision de la loi sur le CO₂ n'est rien de moins que le climat. Ce projet vise une réduction de moitié en Suisse des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030, par rapport à 1990. Le socialiste vaudois Roger Nordmann y voit un bon compromis qui va permettre de s'affranchir des chauffages à mazout et des voitures à essence. L'agriculteur fribourgeois Pierre-André Page critique ces nouvelles taxes qui vont pénaliser les régions périphériques et les jeunes qui rêvent de voyages. Débat face à face entre les deux conseillers nationaux.

Pierre-André Page, comme paysan, vous êtes aux premières loges pour observer les effets du changement climatique (sécheresse, gel). Pourquoi vous opposer à ce projet?

PAP: Effectivement, en tant que paysan, je vis ce changement climatique depuis de nombreuses années. Nous essayons de nous adapter en développant de nouvelles variétés de céréales ou de fourrage par exemple. Mais ce mouvement est en marche depuis longtemps et la mise en place de taxes, comme le propose cette loi, ne va rien changer au réchauffement climatique.

Roger Nordmann, est-ce vraiment à coups de taxes qu'on va sauver le climat?

RN: Les taxes sont un des outils, mais il y en a d'autres, comme des normes techniques pour les voitures et le fonds pour le climat. Par ailleurs, les deux tiers seront restitués à la population et un tiers servira à soutenir les efforts pour abaisser nos émissions de CO₂. Il faut voir qu'on parle là d'un enjeu majeur pour l'avenir de l'humanité.

PAP: Je vous rejoins pour dire que les taxes actuelles ont produit leurs effets. Mais il n'y a pas de raison d'en introduire de nouvelles. Et par rapport à l'enjeu mondial, il faut voir que la Suisse produit un millième des émissions de la planète. On pourrait mettre une taxe à 10 francs sur l'essence, ça ne changerait rien au réchauffement climatique. Il faut en être conscient.

RN: On ne résoudra le problème que si tous les pays font un effort. C'est pour cela qu'on a l'accord de Paris sur le climat. Et avec un tel raisonnement, vous ne payeriez plus d'impôts et n'iriez pas voter, parce que votre part sur le total des citoyens est négligeable.

Qu'en est-il de l'urgence climatique?

PAP: Cette urgence est connue. Depuis vingt à trente ans, on prend des mesures pour améliorer la situation. Je ne dis pas que la Suisse ne doit rien faire parce qu'elle ne représente qu'un millième des émissions. Je dis qu'elle le fait déjà. La Chine est en train de construire vingt centrales à charbon pour produire de l'électricité. Elle ne va pas dans la bonne direction. Ce n'est pas avec de nouvelles taxes qu'on va changer la situation en Chine ou aux États-Unis, qui ne remplissent pas leur part. Il n'y a pas de raison de punir les simples consommateurs en Suisse.

RN: Malgré les années Trump, les États-Unis ont réduit leurs émissions d'environ 20%. La Chine, c'est vrai, développe encore du charbon, mais aussi énormément de renouvelable. Nous avons ici sur la table une loi qui est un compromis politique, soutenu par une alliance qui va des Verts au PLR. C'est une étape raisonnable qui nous permet d'arriver d'ici à 2030 à la moitié des émissions de 1990.

«Avec la redistribution, chacun va toucher environ 80 francs»

Roger Nordmann

PAP: La Suisse a déjà fait un grand pas puisqu'elle a réduit ses émissions de 24% par personne ces dix dernières années. Elle produit de l'énergie avec des centrales nucléaires et de l'hydraulique qui n'émettent pas de CO₂. Nous avons une énergie passablement propre en Suisse.

RN: Nous avons fait des progrès dans le secteur du bâtiment parce que nous avons pris des mesures. Mais la Suisse n'a pas

atteint ses objectifs en matière de mobilité parce qu'elle n'a pas pris de mesure jusqu'ici.

Mais tout de même, les taxes, ce n'est pas très social, non?

RN: Avec le système de redistribution, chacun va toucher environ 80 francs par an en réduction sur les primes-maladie et 80 francs supplémentaires aux alentours de 2030. Ces taxes visent à renchérir le mazout et les billets d'avion. Et comme les gens aux revenus modestes consomment moins de mazout et prennent moins l'avion, l'effet redistributif sera très positif. La Confédération a calculé le cas moyen d'une famille de quatre personnes. Le surcoût serait de 97 francs par an à l'horizon 2030. Et grâce à cela, on s'affranchit peu à peu des 8 milliards qu'on paie par an à l'étranger pour se fournir en pétrole.

PAP: En résumé, on aurait trouvé la taxe magique. Personne ne paie et tout le monde y gagne quelque chose.

RN: Non, ceux qui habitent dans une grande maison chauffée au mazout, roulent en grosse voiture et prennent souvent l'avion seront pénalisés. C'est le principe du pollueur-payeur.

Combien cela va-t-il coûter en moyenne par ménage?

RN: Entre 50 et 200 francs par ménage suivant les situations et les comportements.

PAP: Selon moi, cela va coûter environ 1000 francs par famille. Il faut déjà compter 100 francs de plus par an pour l'essence par voiture. Si vous en avez deux parce que les deux conjoints en ont besoin pour travailler, cela fait déjà

200 francs. Il faut y ajouter les taxes sur le chauffage et les billets d'avion.

Les régions périphériques seront-elles pénalisées?

PAP: Clairement, parce que les régions périphériques ne disposent pas de transports publics suffisamment développés pour pouvoir se passer de voiture. Elle y est indispensable pour le travail et pour conduire les enfants au sport ou à la musique.

«Il n'y a pas de raison d'introduire de nouvelles taxes» Pierre-André Page

RN: Les régions périphériques sont tout particulièrement touchées par le réchauffement parce que l'agriculture y reste une ressource importante et qu'en montagne, cela pose des problèmes de stabilité du terrain. Le fonds pour le climat va permettre de financer des adaptations.

Avec la taxe sur les billets d'avion, ne dit-on pas aux jeunes et aux moins aisés de cesser de rêver de voyage?

RN: Il faut être clair: on ne va pas pouvoir continuer à prendre l'avion comme on prend l'autobus. Les développements de ces dernières années, avant le coronavirus, sont démentiels. Il faudra peut-être voyager moins souvent et rester plus longtemps. La loi prévoit aussi un soutien pour les trains de nuit qui vont être relancés vers des destinations comme Barcelone, Amsterdam ou Rome.

PAP: Cette taxe ne va pas empêcher les gens aisés de voler à nouveau en avion après la pandémie. Mais la famille avec deux enfants qui devra s'acquitter de 300 francs en taxes pour aller une semaine aux Canaries va peut-être devoir y renoncer. »



Impossible de mettre d'accord Roger Nordmann et Pierre-André Page sur

CHANCE OU POIDS POUR L'ÉCONOMIE?

Le monde de la finance a été oublié dans cette révision. Les grandes banques suisses et les fonds de pension continuent à investir massivement dans le pétrole. Cela ne ruine-t-il pas tous les efforts climatiques qu'on demande aux Suisses?

RN: Le monde de la finance n'a pas été complètement oublié, mais c'est vrai que les mesures, là, ne sont pas suffisantes. Il y a une obligation de fournir un rapport sur les conséquences et les risques liés au climat. C'est un domaine où la Suisse a une grande influence et c'est un levier qu'il faudra améliorer dans une étape ultérieure. Mais si cette loi est refusée, c'est le lobby pétrolier qui dictera la suite des opérations et s'opposera à toute pression supplémentaire sur la place financière.

PAP: Il ne faut pas oublier l'importance de notre place financière. Nous avons besoin d'une place financière forte pour la prospérité du pays. Il en va aussi de la sécurité de nos deuxièmes et troisièmes piliers de prévoyance. Nous devons aussi faire confiance à nos instituts finan-

ciers qui prennent ce chemin pour investir dans des secteurs plus durables. Peut-être pas aussi vite que vous le souhaitez, mais ils le font.

RN: Ce qui est sûr, c'est que les banques auraient mieux fait de prendre plus vite ce chemin, car les investissements décarbonés ont aujourd'hui de meilleurs rendements que ceux liés au carbone.

Nous sommes en pleine crise financière liée au coronavirus. Les nouvelles taxes prévues dans cette révision ne vont-elles pas empêcher l'économie de redémarrer?

PAP: C'est clairement une difficulté supplémentaire. Beaucoup d'entreprises sont au bout du rouleau. Et quand elles pourront commencer à redémarrer, on va les ponctionner avec de nouvelles taxes. Il est vraiment important de donner une chance à notre économie en refusant cette loi.

RN: La crise du Covid et la crise climatique sont deux crises graves qu'il faut résoudre en se ressaisissant collectivement. La deuxième demandera plus de

temps, mais c'est aussi une chance pour notre économie, parce que le projet proposé signifie des investissements dans des infrastructures qui ensuite coûteront moins cher et pollueront moins. Avec plus de trains longue distance, des maisons mieux isolées et des voitures moins polluantes, nous aurons moins de dépenses courantes et moins de risques pour la prospérité.

PAP: Mais cela suit déjà son cours. Les gens sont responsables et raisonnables. Ils prennent des mesures pour isoler leurs bâtiments, mettre en place des chauffages sans émission de CO₂ et achètent des voitures électriques. Il n'y a pas besoin de les punir à grands coups de taxes pour qu'ils le fassent.

Les principales associations économiques, dont Economiesuisse, sont favorables à cette révision. N'est-ce pas une chance à saisir pour développer des technologies innovantes?

PAP: Il est important que de nouvelles technologies se développent. Mais cela

est déjà en cours. Le soutien de l'économie à cette révision, pour moi, c'est d'abord du marketing. Et si les produits que de nombreux secteurs livrent à la consommation coûtent plus cher, ils répercutent ces coûts supplémentaires. Et c'est le consommateur au bout de la chaîne qui payera l'addition.

RN: Les milieux économiques voient l'intérêt général à lutter contre le réchauffement climatique. L'Union suisse des paysans soutient d'ailleurs aussi cette révision, car l'agriculture subit les effets du réchauffement. Je ne comprends pas comment en tant qu'agriculteur UDC, vous vous retrouvez à défendre l'intérêt du lobby pétrolier.

PAP: Non, je défends l'intérêt des petites gens qui n'ont pas les moyens de payer toutes ces taxes supplémentaires, comme les locataires, ceux qui habitent en périphérie ou en montagne. Ce sont eux que je défends et, normalement, comme socialiste, ça devrait être votre rôle de les défendre. »

